

**Assemblée générale**

Distr. générale  
14 janvier 2014

Original: français

---

**Conseil des droits de l'homme  
Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention  
arbitraire à sa soixante-septième session,  
26-30 août 2013**

**N° 14/2013 (Burundi)**

**Communication adressée au Gouvernement le 12 novembre 2012**

**Concernant: M. Joseph Kalimbiro Ciusi; M. Mutambala Swedi Fataki; M. Mpahije  
Félix Kasongo; M. Jacques Obengi Songolo et M. Maneno Tundula**

**Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication.**

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques depuis  
le 9 mai 1990.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a adressé la communication susmentionnée au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

GE.14-10233 (F)



\* 1 4 1 0 2 3 3 \*

Merci de recycler



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

### **Informations reçues**

#### *Communication émanant de la source*

3. Joseph Kalimbiro Ciusi est né en 1948 à Kabare (République démocratique du Congo). Il est domicilié au camp de réfugiés de Gasorwe, Q32 C4 M4, Province de Muyinga, Burundi.

4. Mutambala Swedi Fataki est né en 1961 à Uvira (République démocratique du Congo). Il est domicilié au camp de réfugiés de Gasorwe, Q11 C3 M4, Province de Muyinga, Burundi.

5. Mpahije Félix Kasongo est né en 1974 à Minembwe (République démocratique du Congo). Il est domicilié au camp de réfugiés de Gasorwe, Q9 C4 M2, Province de Muyinga, Burundi.

6. Jacques Obengi Songolo est né en 1980 à Sange (République démocratique du Congo). Il est domicilié au camp de réfugiés de Gasorwe, Q1 C3 M11, Province de Muyinga, Burundi.

7. Maneno Tundula est né en 1948 à Kabare (République démocratique du Congo). Il est domicilié au camp de réfugiés de Gasorwe, Q9 C3 M11, Province de Muyinga, Burundi.

#### Faits précédant l'arrestation des auteurs

8. Fuyant la guerre civile en République démocratique du Congo, les intéressés sont arrivés séparément au Burundi entre 2000 et 2007 où ils ont introduit une demande d'asile avant d'être installés dans le camp de réfugiés de Gasorwe dans la Province de Muyinga (Burundi).

9. Vu les conditions de vie précaires dans le camp de réfugiés de Gasorwe, M. Swedi Fataki a fondé l'Association pour la défense des droits des réfugiés au Burundi (ADR), laquelle a été enregistrée à l'Office notarial de Bujumbura le 1<sup>er</sup> mai 2009.

10. L'article 4 des statuts de l'ADR précise que:

«L'Association a pour but de défendre les droits des réfugiés, identifiés par les actions concrètes.

Objectifs spécifiques:

1. Identifier tous les réfugiés partout où ils se trouvent afin de connaître leurs préoccupations.

2. Informer les réfugiés partout où ils sont pour qu'ils se reconnaissent en tant que réfugiés et connaître leurs droits et devoirs envers le pays d'asile.
  3. Initier les réfugiés sur leurs droits en organisant des séminaires de formation, des ateliers, des journées de réflexion, des activités culturelles, etc.
  4. Aider les réfugiés à chercher et à soutenir des relations amicales entre eux-mêmes et les voisins nationaux des pays d'asile.
  5. Défendre pacifiquement les droits des réfugiés par les moyens de dialogues et de négociations. Sans oublier des manifestations pacifiques.
  6. Initier les réfugiés sur les projets de développement, surtout dans le domaine éducatif, de santé et de différents métiers.
  7. Informer l'opinion, tant nationale qu'internationale, sur la vie des réfugiés par des publications.» (Office notarial de Bujumbura, Acte n° M/2625/2009, Acte de dépôt au rang des minutes, 1<sup>er</sup> mai 2009).
11. À ce jour, M. Swedi Fataki en est le président et représentant légal, M. Tundula chargé des relations publiques, M. Kasongo, conseiller, et M. Songolo, coordinateur. M. Kalimbiro Ciusi est, quant à lui, membre de l'ADR.
  12. Par courrier du 5 septembre 2009, M. Swedi Fataki, agissant au nom et pour le compte de l'ADR, a informé l'Administrateur du camp de Gasorwe de la fondation de l'association ADR.
  13. Le 28 septembre 2009, l'ADR s'est vue remettre une «attestation de reconnaissance pour usage administratif» par l'Administrateur de la commune urbaine de Bwiza. Cette reconnaissance a pour objet d'autoriser l'association à exercer ses activités dans ladite commune.
  14. Valable pour une durée de trois mois, cette attestation a été renouvelée les 22 décembre 2009, 11 mars 2010, 15 juin 2010, 14 septembre 2010 et 14 décembre 2010, la durée de validité de la dernière attestation n'ayant pas été précisée.
  15. Par courrier du 7 décembre 2009 adressé au Ministre de l'intérieur du Burundi, M. Swedi Fataki, agissant au nom et pour le compte de l'ADR, a demandé l'agrément pour celle-ci au Burundi.
  16. À cette période, les activités de l'ADR consistaient principalement à dénoncer à l'Administrateur du camp de réfugiés et au représentant de l'Office national de protection des réfugiés et apatrides (ci-après, «ONPRA») à Muyinga les violations commises par la population et la police locale contre les réfugiés du camp.
  17. L'association bénéficiait alors d'une reconnaissance de fait au sein du camp de réfugiés, comme en témoigne les billets de sortie du camp de Gasorwe régulièrement établis par l'Administrateur du camp en faveur des membres de l'ADR. Lesdits billets mentionnaient expressément que la sortie de camp était autorisée afin de pouvoir partir en «Mission de l'association ADR».
  18. Le 13 juin 2010, l'ADR, sous la plume de son représentant légal, a adressé un courrier au Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés dénonçant diverses exactions commises par la population locale à l'encontre des réfugiés congolais, et tolérées par la police burundaise, ainsi que le détournement des rations alimentaires des réfugiés par l'Administrateur du camp de Gasorwe.
  19. Par courrier du 15 novembre 2010, M. Swedi Fataki, agissant en sa capacité de représentant légal de l'ADR, a informé le Président de la République du Burundi des difficultés rencontrées par l'ADR dans ses activités.

20. Par courrier du 29 décembre 2010 adressé au Ministre de la sécurité publique au Burundi, M. Swedi Fataki, agissant au nom et pour le compte de l'ADR, a fait part de ses doléances concernant la situation sécuritaire des réfugiés au Burundi. Ledit courrier fait état de meurtres, de violences sexuelles, de lésions corporelles et d'arrestations arbitraires à l'encontre des réfugiés du camp de Gasorwe et accuse le commandant de la police du camp de tolérer ou de commettre lesdites violations. Dans ce courrier, l'ADR fait également part de son inquiétude concernant le harcèlement des membres de l'association et dénonce «les convocations anonymes à l'adresse des membres de l'ADR/BURUNDI dans le camp qui sous-entendent la possibilité d'enlèvements éventuels et progressifs».

21. Le 31 janvier 2011, l'ADR, sous la plume de son représentant légal, a dénoncé auprès de l'ONPRA la distribution de denrées alimentaires avariées aux réfugiés du camp de Gasorwe et le détournement, par l'Administrateur du camp, de nourriture et d'une enveloppe de 7 500 dollars américains destinée aux réfugiés du camp.

22. Suite aux différentes dénonciations contenues dans ces correspondances, les autorités n'ont mené aucune enquête sur les allégations de violences et plusieurs membres de l'ADR ont été convoqués au parquet de Muyinga.

23. Face à la multiplication des convocations des membres de l'Association, l'ADR a publié, le 7 février 2011, un communiqué exigeant que:

«Désormais, toutes les convocations liées aux rapports donnés par l'Association ADR doivent être adressées à l'Association (personne morale) et non à l'individu (personnes physique);

La convocation d'un réfugié doit être amenée soit par la police, soit par le responsable du camp en passant par le [Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)] (notre protecteur) et non par la main d'un autre réfugié;

L'ADR est prêt à répondre à toute convocation émanant de l'autorité administrative, mais elle demande que le transport et la sécurité de ses membres convoqués soient assurés par l'ONPRA et le HCR;

La convocation doit parvenir à l'accusé une semaine avant la comparution (à temps) et non la veille. À titre d'exemple: une convocation émanant du parquet de Muyinga datée du 26/10/2010 amenée par un réfugié, elle est arrivée au concerné en date du 02/11/2010 à 19 heures alors que l'intéressé devait se présenter le 03/11/2010 à 09 heures au parquet de Muyinga distant de 30 km du camp de réfugiés de Gasorwe».

24. La demande d'agrément soumise le 7 décembre 2009 au Ministre burundais de l'intérieur étant demeurée sans réponse, l'ADR, sous la plume de son représentant légal, a renouvelé sa demande par courrier du 24 février 2011.

#### De l'arrestation et de la détention des pétitionnaires

25. Le 28 mars 2011, Melchior Sindayihebura, chef d'antenne de l'ONPRA à Muyinga, a déposé une plainte pénale contre M. Swedi Fataki auprès du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Muyinga.

26. Ladite plainte pénale est fondée sur la prétendue violation de l'article 602 du Code pénal, concernant la sûreté intérieure de l'État, aux termes duquel:

«Est puni d'une servitude pénale de deux mois à trois ans et d'une amende de cinquante mille francs à deux cent mille francs ou d'une de ces peines seulement:

1° Celui qui a publiquement attaqué la force obligatoire des lois ou provoqué directement à y désobéir;

2° Celui qui a répandu sciemment de faux bruits de nature à alarmer les populations ou à les exciter contre les pouvoirs publics ou à la guerre civile;

3° Celui qui, en vue de troubler la paix publique a sciemment contribué à la publication, à la diffusion ou à la reproduction par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses ou de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers;

4° Celui qui a exposé ou fait exposer, dans les lieux publics ou ouverts au public, des dessins, affiches, gravures, peintures, photographies, tous objets ou images de nature à troubler la paix publique.»

27. Aux termes de ladite plainte, le cinquième but statutaire de l'ADR (voir par. 10) viserait uniquement à «dresser les réfugiés contre le gouvernement du Burundi, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les autres partenaires par des marches manifestations».

28. D'après le chef d'antenne de l'ONPRA, les objectifs poursuivis par l'ADR seraient antagonistes avec les missions du gouvernement d'asile et les conventions de Genève de 1951 qui reconnaissent que le HCR et gouvernement du pays d'asile sont les seuls habilités à défendre les droits des réfugiés.

29. Le 30 mars 2011 vers 15 heures, une camionnette de la police de Muyinga s'est rendue chez M. Swedi Fataki. Arrivés sur place, les policiers ont battu M. Swedi Fataki avant de l'emmener, ainsi que les quatre autres auteurs de la présente communication, à la Brigade de police de Muyinga.

30. Accusés d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État (art. 602 du Code pénal), ils ont été incarcérés pendant trois semaines dans une cellule d'environ trois mètres sur quatre en présence d'une vingtaine d'autres détenus. Selon un autre membre de l'ADR, les détenus auraient été battus et torturés pendant leur incarcération. Par la suite, ils ont été transférés à la prison de Ngozi, une prison de 400 places qui héberge actuellement 1 828 détenus, dont 871 en détention préventive.

31. Le 3 mai 2011, l'ADR a publié un communiqué condamnant l'arrestation de cinq de ses membres et dénonçant une dégradation de la situation sécuritaire des membres de l'ADR au sein du camp de réfugiés de Gasorwe. Ce communiqué indique également que les détenus n'ont pas été entendus par la justice burundaise depuis leur arrestation le 30 mars 2011.

32. Par courrier du 15 mai 2011 adressé au Président du tribunal de grande instance de Muyinga, les détenus ont demandé leur remise en liberté provisoire immédiate. Les détenus y rappellent par ailleurs que, aux termes de l'article 15 de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, ratifiée par le Burundi le 19 juillet 1963:

Les États contractants accorderont aux réfugiés qui résident régulièrement sur leur territoire, en ce qui concerne les associations à but non politique et non lucratif et les syndicats professionnels, le traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger, dans les mêmes circonstances.

33. Ledit courrier poursuit par une explication détaillée de la procédure suivie par l'ADR afin d'être accréditée au Burundi, conformément aux exigences du droit interne burundais, et expose dans quelles mesures les déclarations publiques de l'ADR se bornaient à revendiquer des droits reconnus par la Convention relative au statut des réfugiés.

34. Il ressort également dudit courrier que six semaines après leur arrestation, les détenus n'avaient toujours pas eu accès à leur dossier ni à la plainte pénale à l'origine de leur arrestation.

35. Le 16 juin 2011, les femmes des détenus ont adressé un courrier au HCR au Burundi dans lequel elles se plaignaient que leurs maris ne s'étaient toujours pas vu désigner un avocat pour la défense de leurs intérêts. Dans ce courrier, elles indiquaient également que le camp de réfugiés de Gasorwe ne leur délivrait pas de billets de sortie pour rendre visite à leurs maris emprisonnés. Les épouses étaient en effet contraintes de vendre de la nourriture pour acheter des billets de sortie, normalement délivrés gratuitement. Ce n'est que plusieurs mois plus tard qu'un avocat a été nommé grâce à l'intervention d'une organisation non gouvernementale.

36. La première audience publique concernant leur dossier s'est déroulée le 14 octobre 2011 au tribunal de grande instance de Muyinga, soit six mois et demi après leur arrestation. Le jour même, l'affaire fut mise en délibéré.

37. Par courrier du 17 octobre 2011, l'avocat des auteurs de la présente communication, M<sup>e</sup> Amédé Nzobarinda, concluant principalement à l'acquittement et subsidiairement à la remise en liberté provisoire des détenus, a notamment relevé les éléments suivants:

- L'illégalité de la détention arbitraire des détenus;
- L'absence d'éléments de preuve étayant la culpabilité des détenus. En effet, le ministère public a principalement insisté sur l'absence d'agrément de l'ADR sans démontrer la culpabilité individuelle des détenus;
- Le refus du juge d'entendre les témoins cités par les prévenus ainsi que d'accepter les preuves à décharge que ces derniers souhaitaient verser au dossier;
- L'application arbitraire de l'article 602 du Code pénal aux prévenus;
- L'incompétence du tribunal en matière d'agrément de l'ADR, laquelle relève d'une procédure administrative et non pénale (Note en délibéré du 17 octobre 2011).

38. Par jugement R.P. 5896 du 30 janvier 2012, le tribunal de grande instance de Muyinga a condamné les détenus à une servitude pénale de trois ans pour atteinte à la sûreté intérieure de l'État.

39. Ledit jugement retient notamment les éléments suivants à charge contre les détenus:

- Le tribunal trouve que l'infraction d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État a été commise par les prévenus car ils ont écrit plusieurs choses qui discréditent plusieurs autorités du pays et les différents dirigeants du HCR en se basant sur une association qui n'a jamais eu l'agrément du Ministre et même M. Kasongo a affirmé lors de l'audience qu'ils avaient introduit une demande mais qu'ils attendaient la réponse;
- Toutes les lettres écrites par les prévenus avaient comme objectif d'appeler les réfugiés à la révolte et de terroriser la population avoisinante du camp. Ils écrivent ainsi que les réfugiés sont violés et torturés par les agents de l'ordre sans aucune interdiction.

40. Le 26 juin 2012, leur avocat a interjeté appel contre ledit jugement. Une audience a été prévue pour le 5 juillet 2012 par-devant la Cour d'appel de Ngozi mais a été reportée car le dossier n'avait pas encore été transféré à ladite Cour.

Du caractère arbitraire de la détention et de l'impossibilité manifeste d'invoquer une base légale justifiant la détention

a) La période de détention en attente du jugement

41. Le Code de procédure pénale burundais définit la garde à vue comme «le fait de retenir, pour une cause et pendant une durée déterminée, une personne sur le lieu même de

son interpellation, ou dans un local de police ou de sûreté, pour les besoins d'une mission de police judiciaire ou de justice» (art. 58, al. 1, Code de procédure pénale).

42. Une garde à vue ne peut dépasser une durée de sept jours comptés d'heure à heure, sauf prorogation indispensable décidée par le ministère public mais ayant comme limite maximale le double de ce délai (art. 60, al. 1 Code de procédure pénale). Tout placement en garde à vue doit faire l'objet d'un procès-verbal de garde à vue dressé par l'officier de police judiciaire responsable (art. 61, al. 1 Code de procédure pénale).

43. Aux termes de l'article 71 du Code de procédure pénale, une personne ne peut être placée en détention préventive que s'il existe contre elle des charges suffisantes de culpabilité, que si les faits qui lui sont reprochés paraissent constituer une infraction que la loi réprime d'une peine d'au moins une année de servitude pénale (al. 1) et que si la détention préventive est l'unique moyen de lutter contre un risque de collusion, de préserver l'ordre public, de protéger l'inculpé, de mettre fin à l'infraction ou d'éviter la récidive, ou de garantir le maintien de l'inculpé à la disposition de la justice (al. 2).

44. L'article 72 du Code de procédure pénale précise que, lorsque les conditions de placement en détention préventive sont réunies, le ministère public peut délivrer un mandat d'arrêt provisoire (al. 1). Au plus tard dans les quinze jours suivant la délivrance du mandat d'arrêt provisoire, la personne détenue provisoirement doit comparaître devant un juge, lequel doit la placer sous mandat d'arrêt ou prononcer sa remise en liberté (al. 2). Le juge saisi doit se prononcer dans les 48 heures sur le maintien de la détention préventive ou la remise en liberté de l'inculpé (art. 73, Code de procédure pénale).

45. L'article 75 du Code de procédure pénale dispose enfin que «[l']ordonnance autorisant la mise en état de détention préventive est valable pour 30 jours, y compris le jour où elle est rendue. À l'expiration de ce délai, la détention préventive peut être prorogée par décision motivée pour un mois et ainsi de suite de mois en mois, aussi longtemps que l'intérêt public l'exige». Selon la Cour suprême burundaise, lorsque le ministère public ne requiert pas dans le délai de 30 jours prévus par l'article 75 du Code de procédure pénale, la demande de prorogation de l'ordonnance de détention préventive est irrecevable et les détenus doivent être mis en liberté provisoire.

46. En l'espèce, les auteurs de la présente communication ont été arrêtés le 30 mars 2011. Aucun procès-verbal de garde à vue n'a été dressé, aucun mandat d'arrêt provisoire n'a été décerné et les détenus n'ont pas comparu devant un juge avant l'audience du 14 octobre 2011 par-devant le tribunal de grande instance de Musinga, lequel portait uniquement sur le fond de l'affaire et non sur la détention provisoire des prévenus.

47. La détention de six mois et 14 jours, entre le 30 mars et le 14 octobre 2011, était dès lors illégale car elle ne reposait sur aucune base légale. En effet, après une garde à vue maximale de sept jours, un mandat d'arrêt provisoire aurait dû être délivré et les détenus auraient dû comparaître devant un juge dans les 15 jours suivant le mandat d'arrêt provisoire. Le ministère public aurait alors dû solliciter la prorogation de la détention provisoire tous les 30 jours.

48. Compte tenu de l'absence totale de respect des règles de procédure applicables à la garde à vue et à la détention préventive, la source demande au Groupe de travail de déclarer que la détention des auteurs de la présente communication, du 30 mars 2011 jusqu'à leur condamnation le 30 janvier 2012, était illégale et, partant, arbitraire, en violation de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

b) La période de détention suite au jugement du 30 janvier 2012

49. En premier lieu, la source indique que la plainte pénale du 28 mars 2011 était dirigée uniquement à l'encontre de M. Swedi Fataki qui, en tant que représentant légal de l'ADR,

avait signé tous les courriers et communiqués visés par ladite plainte pénale à l'exception du communiqué du 11 février 2011, qui était signé uniquement par l'ADR/Burundi.

50. Le communiqué du 11 février 2011, décrit dans ladite plainte comme incitant les réfugiés à ne pas se rendre aux convocations du parquet, demandait uniquement aux autorités de veiller à ce que, d'une part, les convocations du parquet concernant l'ADR soient adressés directement à celle-ci et non aux personnes qui la composent et, d'autre part, que toute convocation visant un réfugié lui soit délivrée directement en mains propres par l'autorité au moins une semaine à l'avance et non par le biais d'autres réfugiés du camp de Gasorwe.

51. Le tribunal de grande instance de Muyinga a, par ailleurs, considéré dans sa partie factuelle que:

- M. Songolo, avait insulté et menacé de mort l'administrateur du camp de Gasorwe;
- MM. Kalimbiro Ciusi et Kasongo étaient entrés par la force dans le bureau de l'Administrateur du camp en le menaçant.

52. Le jugement R.P. 5896 du 30 janvier 2012 (ci-après «le jugement entrepris») ne procède cependant à aucune analyse juridique de ces faits pénalement répréhensibles, se bornant à condamner tous les prévenus pour atteinte à la sûreté intérieure de l'État.

53. En effet, selon ledit jugement, «l'infraction d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État a été commise par les prévenus car ils ont écrit plusieurs choses qui discréditent plusieurs autorités du pays et les différents dirigeants du HCR [...] en se basant sur une association qui n'a jamais eu l'agrément du Ministre».

54. Or, seul M. Swedi Fataki est l'auteur des courriers visés par le jugement. Le jugement entrepris ne démontre toutefois pas dans quelle mesure les codétenus de M. Swedi Fataki auraient participé à la rédaction desdits courriers et communiqués.

55. Si les courriers et les communiqués étaient effectivement constitutifs d'une atteinte à la sûreté intérieure de l'État, le tribunal de grande instance de Muyinga, de par son raisonnement au paragraphe cité plus haut, semble considérer que tous les membres de l'ADR – et non pas uniquement ses quatre codétenus – seraient responsables des agissements entrepris par M. Swedi Fataki au nom et pour le compte de l'ADR.

56. Le tribunal de grande instance de Muyinga a par conséquent failli à entreprendre une analyse de la responsabilité individuelle de chacun des prévenus. En effet, le tribunal aurait dû distinguer dans quelle mesure et à quel titre (auteur, coauteur, complice, etc.) chaque prévenu aurait participé à l'infraction d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État et rendre une décision motivée démontrant la culpabilité de chacun.

57. Au lieu de distinguer avec précision les auteurs de l'infraction, le tribunal a hâtivement conclu que tous, semble-t-il en leur qualité de membres de l'ADR, étaient responsables d'atteinte à la sécurité de l'État.

58. La source maintient que, dans les courriers et communiqués visés, rien ne peut être interprété comme une atteinte à la sécurité de l'État au sens de l'article 602 du Code pénal.

59. D'après la source, le jugement entrepris, sans procéder à une analyse précise du type de l'infraction et sans préciser dans quelle mesure lesdits courriers et communiqués seraient attentatoires à la sûreté intérieure du pays, se borne à constater que:

- Le Procureur poursuit en disant que les prévenus ont créé une association dénommée ADR (Association pour la défense des droits des réfugiés au Burundi) dans le but de troubler la sécurité et de faire entendre tant à l'opinion nationale qu'à l'opinion internationale qu'au Burundi les réfugiés vivent dans des conditions déplorables;

- Le ministère public poursuit en disant que dans la correspondance n° ADR/BDI/016/2010 du 13 juin 2010 publiée sur le site Internet [www.refugeespace.net](http://www.refugeespace.net) adressée au Ministre de la sécurité publique, au Ministre de l'intérieur et aux ambassadeurs accrédités au Burundi, les prévenus, en s'appuyant sur leur association, ont déclaré que le Burundi acceptait volontairement l'entrée sur son territoire des aliments périmés donnés aux réfugiés par le Programme alimentaire mondial (PAM);
- Le ministère public poursuit en disant que dans la correspondance n° ADR/BDI/023/2010 du 15 novembre 2010, toutes personnes citées sur le site Internet [www.refugeespace.net](http://www.refugeespace.net), les prévenus ont écrit que le camp de réfugiés de Gasorwe héberge les soldats rwandais;
- Le ministère public poursuit en disant que dans cette correspondance, il est mentionné que dans les camps de réfugiés du Burundi, les viols, les crimes et les actes de torture sont commis en présence des agents chargés de la protection sans aucune interdiction.
- Son conseil, M<sup>e</sup> Amédé Nzobarinda, demande au tribunal que le ministère public établisse clairement les infractions commises et les dates de ces correspondances;
- Le ministère public réplique en disant que les documents qu'ils ont rédigés figurent au dossier et que le tribunal peut vérifier la lettre de l'ADR dans laquelle il est écrit que le camp de Gasorwe est constitué par les anciens combattants du Rwanda ce qui a répandu un climat malsain entre le Rwanda, la République démocratique du Congo et le Burundi.
- Le ministère public poursuit en disant que l'ADR a écrit que le Burundi distribuait des aliments périmés;
- Le tribunal a vérifié dans le dossier et a trouvé plusieurs lettres dont la correspondance n° ADR/CG/BDI/014/2010 adressée au Représentant du HCR, à laquelle sont annexées des photos justificatives. Dans cette correspondance, l'ADR argue que leur sécurité est en danger, que les représentants du camp sont corrompus, que le PAM leur distribue des haricots périmés, qu'en 2009 un certain Byamungu a été torturé par un chef de poste, que les réfugiés sont maltraités par les agents de sécurité en pleine journée, que les représentants sont au courant et que des photos justificatives ont été prises. L'ADR évoque aussi l'insuffisance des soins médicaux et affirme que le médecin néglige les patients pendant les consultations ce qui a entraîné la mort de plusieurs réfugiés.
- Le dossier comprend aussi une lettre de l'ADR du 16 juin 2010 qui révèle que le 10 avril 2010, au marché de la Province Ruyigi, un réfugié du nom de Tutu Mwari a été victime d'un vol commis par certains habitants de cette localité, que le chef des réfugiés était au courant et que rien n'a été fait pour remettre les biens volés à ce malheureux. Une femme a été rouée de coups par la population et aucune suite n'a été donnée à ce cas. Pourtant, les autorités en étaient informées tout comme elles le sont d'autre cas de violences subies par les réfugiés au vu et au su des agents de l'ordre ou de leur fait;
- Le dossier comprend également une lettre de l'ADR adressée au Président de la République du Burundi dans laquelle il est écrit que la nourriture des réfugiés est détournée, et qu'ils sont torturés et tués devant les agents de l'ordre.

60. La source constate que ces propos ne constituent pas une violation de l'article 602 du Code pénal dans la mesure où ils n'appellent pas la population à désobéir aux lois burundaises (alinéa 1 de l'article 602), à s'en prendre aux autorités du pays (al. 2) ou à troubler la paix publique (al. 3). D'après la source, le jugement entrepris ne démontre

d'aucune manière en quoi ces courriers et communiqués sont constitutifs d'une violation de l'article 602 du Code pénal.

61. Toutefois, le tribunal de grande instance de Muyinga a condamné les cinq représentants de l'ADR à la peine de prison maximale prévue par l'article 602 du Code pénal.

62. Compte tenu de l'absence de motivation et d'analyse juridique précise et pertinente sur la culpabilité de chacun des prévenus, la source demande au Groupe de travail de conclure qu'il est manifestement impossible d'invoquer un fondement légal justifiant la détention des auteurs de la communication.

Du caractère arbitraire de la détention résultant de l'exercice du droit à la liberté d'expression

63. Aux termes de l'article 19, paragraphe 2, du Pacte, «Toute personne a droit à la liberté d'expression; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix».

64. En l'espèce, le jugement R.P. 5896 du 30 janvier 2012 retient que «l'infraction d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État a été commise par les prévenus car ils ont écrit plusieurs choses qui discréditent plusieurs autorités du pays et les différents dirigeants du HCR».

65. Les courriers et communiqués visés tant par la plainte pénale que par le jugement sont signés uniquement par M. Swedi Fataki, au nom et pour le compte de l'ADR.

66. À l'exception du courrier du 15 novembre 2010, lequel portait sur les difficultés rencontrées par l'ADR dans sa procédure d'agrément et dont copie a été adressée à la presse, tous les courriers concernant la situation des réfugiés au Burundi étaient adressés uniquement aux autorités compétentes en la matière ainsi qu'à des représentants de la communauté internationale.

67. Lesdits courriers contenaient des développements factuels exprimant les préoccupations de l'ADR concernant les réfugiés du camp de Gasorwe et visaient à interpellier les autorités dans l'espoir que celles-ci entreprennent des démarches afin d'améliorer la condition de vie des réfugiés.

68. De telles démarches sont conformes à l'article 7 des statuts de l'ADR, lequel prévoit que l'association a pour but d'«informer l'opinion, tant nationale qu'internationale, sur la vie des réfugiés par des publications».

69. Il convient de rappeler ici que l'ADR a entrepris toutes démarches utiles en vue d'obtenir son agrément. Outre l'adoption de leur statut par voie notariale, l'obtention répétée d'attestations de reconnaissance et un courrier d'information à l'attention de l'Administrateur du camp de réfugiés de Gasorwe, l'ADR a sollicité son agrément auprès du Ministère de l'intérieur par courriers du 7 décembre 2009 et du 24 février 2011.

70. Le Ministère de l'intérieur, lequel n'a donné aucune suite aux demandes d'agrément, aurait très bien pu exprimer des réserves quant à l'article 7 des Statuts de l'ADR. La source demande au Groupe de travail de conclure que l'ADR, dans ces courriers et communiqués, s'est bornée à exercer sa liberté d'expression telle que garantie par l'article 19, paragraphe 2, du Pacte. La détention de ses membres sur la base de l'exercice de ce droit serait donc arbitraire.

Du caractère arbitraire de la détention résultant de l'inobservation des normes internationales relatives au droit à un procès équitable

71. La source évoque la première phrase du paragraphe 1 de l'article 14 [du Pacte qui] garantit en termes généraux le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice. [...] En termes généraux, le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice garantit, outre les principes mentionnés dans la deuxième phrase du paragraphe 1 de l'article 14, les principes de l'égalité d'accès et de l'égalité de moyens («égalité des armes»), et vise à ce que les parties à la procédure ne fassent l'objet d'aucune discrimination. [...] Le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice garantit aussi l'égalité des armes. Cela signifie que toutes les parties à une procédure judiciaire ont les mêmes droits procéduraux, les seules distinctions possibles étant celles qui sont prévues par la loi et fondées sur des motifs objectifs et raisonnables n'entraînant pas pour le défendeur un désavantage ou une autre inégalité (Comité des droits de l'homme, observation générale n° 32 (2007) sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, par. 7, 8 et 13).

72. La garantie de compétence, d'indépendance et d'impartialité du tribunal au sens du paragraphe 1 de l'article 14 est un droit absolu qui ne souffre aucune exception. La garantie d'indépendance porte, en particulier, sur la procédure de nomination des juges, les qualifications qui leur sont demandées [...] et l'indépendance effective des juridictions de toute intervention politique de l'exécutif et du législatif. Les États doivent prendre des mesures garantissant expressément l'indépendance du pouvoir judiciaire et protégeant les juges de toute forme d'ingérence politique dans leurs décisions par le biais de la Constitution ou par l'adoption de lois qui fixent des procédures claires et des critères objectifs en ce qui concerne la nomination, la rémunération, la durée du mandat, l'avancement, la suspension et la révocation des magistrats, ainsi que les mesures disciplinaires dont ils peuvent faire l'objet (Comité des droits de l'homme, observation générale n° 32, par. 19).

73. Une situation dans laquelle les fonctions et les attributions du pouvoir judiciaire et du pouvoir exécutif ne peuvent pas être clairement distinguées et dans laquelle le second est en mesure de contrôler ou de diriger le premier est incompatible avec le principe de tribunal indépendant. Il est nécessaire de protéger les magistrats contre les conflits d'intérêts et les actes d'intimidation [...] L'exigence d'impartialité comprend deux aspects. Premièrement, les juges ne doivent pas laisser des partis pris ou des préjugés personnels influencer leur jugement ni nourrir d'idées préconçues au sujet de l'affaire dont ils sont saisis, ni agir de manière à favoriser indûment les intérêts de l'une des parties au détriment de l'autre (observation générale n° 32, par. 19 et 21).

74. Par note en délibéré du 17 octobre 2011, l'avocat des prévenus s'est insurgé auprès du tribunal de grande instance de Muyinga en signalant que, lors de l'audience du 14 octobre 2011, le juge avait refusé d'entendre les témoins cités par les prévenus et de verser au dossier leurs pièces à décharge. Le jugement entrepris se borne cependant, face à de si graves allégations, de considérer que «la note de l'avocat n'a aucune valeur car tout ce qu'il dit a déjà été débattu en audience et trouve une solution donnée par le ministère public».

75. Pareil refus du tribunal constitue une violation patente tant du principe de l'égalité des armes que de l'article 14, paragraphe 3, alinéa *e* du Pacte.

76. Aux termes de l'article 14, paragraphe 2 du Pacte «[t]oute personne accusée d'une infraction pénale est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie». Le Comité des droits de l'homme précise à cet égard que «[d]u fait de la présomption d'innocence, qui est indispensable à la protection des droits de l'homme, la charge de la preuve incombe à l'accusation, nul ne peut être présumé coupable tant que

l'accusation n'a pas été établie au-delà de tout doute raisonnable, l'accusé a le bénéfice du doute et les personnes accusées d'avoir commis une infraction pénale ont le droit d'être traitées selon ce principe» (observation générale n° 32, par. 30).

77. L'absence de motivation du jugement et la légèreté avec laquelle il condamne tous les prévenus pour atteinte à la sécurité de l'État sans démontrer dans quelle mesure les faits sont constitutifs, pour chaque prévenu, d'une violation de l'article 602 du Code pénal, constitue une violation de l'article 14, paragraphe 2 du Pacte, puisque leur culpabilité n'a pas été établie au-delà de tout doute raisonnable.

78. L'article 14, paragraphe 3, alinéa *d* du Pacte dispose par ailleurs qu'il appartient à l'État d'attribuer d'office un défenseur aux prévenus si ceux-ci ne sont pas en mesure de le rémunérer. En l'espèce, les prévenus ont été arrêtés le 30 mars 2011. Par courrier du 15 mai 2011, les détenus, sans accès à un avocat, ont requis leur remise en liberté provisoire, indiquant qu'ils n'avaient pas encore eu accès à leur dossier.

79. Le 16 juin 2011, soit 78 jours après leur arrestation, leurs épouses ont rédigé un courrier au HCR, dans lequel elles indiquaient que les détenus n'avaient toujours pas accès à un avocat. Ce n'est que grâce à l'intervention de l'association Avocats Sans Frontières (ASF) qu'un avocat a finalement pu être constitué pour la défense de leurs intérêts.

80. L'intervention d'un avocat dans les jours suivant leur arrestation aurait cependant pu prévenir la violation de la procédure applicable en cas de détention préventive (art. 71, 72, 73, 75 et 77 du Code de procédure pénale). Il convient dès lors de retenir également une violation de l'article 14, paragraphe 3, alinéa *d*, du Pacte.

81. Enfin, l'article 130 du Code de procédure pénale prévoit que «[l]es jugements sont prononcés au plus tard dans les deux mois qui suivent la clôture des débats». Selon le Comité des droits de l'homme, «[u]n élément important du procès équitable est la rapidité de la procédure. Si la question des retards excessifs dans la procédure pénale est explicitement abordée à l'alinéa *c* du paragraphe 3 de l'article 14, dans un procès civil les retards que ne justifient ni la complexité de l'affaire ni la conduite des parties portent atteinte au principe du procès équitable consacré par le paragraphe 1 de cette disposition. Lorsque ces retards sont dus au manque de ressources et à l'insuffisance chronique des crédits, l'État partie devra, dans la mesure du possible, allouer des ressources budgétaires supplémentaires à l'administration de la justice. [...] Ce qui est raisonnable doit être évalué au cas par cas, compte tenu essentiellement de la complexité de l'affaire, de la conduite de l'accusé et de la manière dont les autorités administratives et judiciaires ont traité l'affaire. [...] Cette garantie concerne non seulement le délai entre le moment où l'accusé est formellement inculqué et celui où le procès doit commencer, mais aussi le moment où le jugement définitif en appel est rendu (observation générale n° 32, par. 27 et 35).

82. En l'espèce, alors que l'affaire avait été mise en délibéré lors de l'audience du 14 octobre 2011, le jugement n'a été prononcé que le 30 janvier 2012, soit trois mois et seize jours plus tard. Le jugement a donc été rendu avec un retard excessif et non justifié au sens de l'article 14, paragraphe 3, alinéa *c* du Pacte. Pour ces motifs, la source conclut que les normes relatives à un procès équitable ont été violées dans la présente procédure, entraînant dès lors le caractère arbitraire de la détention.

#### *Réponse du Gouvernement*

83. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu à la communication rapportant des informations sur les allégations soumises.

*Commentaires de la source*

84. Le Groupe de travail a demandé plusieurs fois à la source des informations complémentaires, y compris des informations sur la situation actuelle des personnes mentionnées, notamment de celles qui se trouvent en détention, mais la source n'a pas répondu. Le Groupe aurait aimé, en particulier, obtenir de la source des informations sur l'audience mentionnée au paragraphe 39.

**Discussion**

85. Le Groupe de travail considère qu'il est en situation de considérer le présent cas conformément à ses méthodes de travail.

**Avis et recommandations**

86. Le Groupe de travail décide de maintenir le cas à l'examen dans l'attente d'informations supplémentaires de la part du Gouvernement et de la source, conformément à l'alinéa c du paragraphe 17 de ses méthodes de travail.

*[Adopté le 26 août 2013]*

---